

## Rwanda : arrestations parmi les réfugiés burundais de Kamanyola

RFI, 29-03-2018 Il y a environ trois semaines, quelque 2 500 réfugiés burundais qui vivaient dans des conditions très difficiles à Kamanyola, dans l'est de la République démocratique du Congo, décidaient brusquement de passer au Rwanda voisin. Trente-neuf des leurs avaient été tués par l'armée congolaise en septembre 2017 à la suite de violences qui avaient également coûté la vie d'un soldat.

Les autorités n'ont pas réussi à convaincre ce groupe qui se réclame de la prophétesse Zebiya d'accepter un enregistrement biométrique ou la vaccination, obligatoire dans ce pays, pour leurs enfants. Après avoir tenté de les persuader par le dialogue et les discussions, le Rwanda semble avoir opté pour une stratégie plus contraignante depuis le début de cette semaine. Lundi matin 26 mars, des voitures de la police rwandaise sont allées chercher les représentants des réfugiés dans les trois sites de transit où on les a emprisonnés depuis deux semaines. « On nous a dit qu'on allait discuter avec la ministre en charge des réfugiés, Jeanne d'Arc Debonheur, selon leurs témoignages. Cinq d'entre eux étaient du site de Nyarushishi dans le sud-ouest du Rwanda, trois autres du site de Nyanza dans le centre et les trois derniers de Gashora dans le district de Bugesera dans l'est du pays. Chaque groupe va alors passer des heures dans un poste de police proche de son site d'accueil, avant qu'on ne leur annonce finalement que la ministre n'était pas disponible. Retour à la case départ le même jour, mais à l'arrivée, les réfugiés se rendent compte que deux principaux leaders, Dionyse Nyandwi et Jeanne-Françoise Ndayisenga, manquent à l'appel, ils seraient restés aux mains de la police. Et les autorités rwandaises n'en sont pas restées là. Elles sont revenues à la charge mercredi dans le site de Gashora, en compagnie du HCR, toujours selon toujours les réfugiés, en tentant de les enregistrer biométriquement et de vacciner tous les petits enfants. Mais les réfugiés s'y sont opposés, comme à leur habitude, en mettant en avant leurs convictions religieuses, qui leur interdiraient de telles pratiques. Il y a eu des chauffourées, la police rwandaise a finalement arrêté une trentaine de réfugiés, essentiellement des personnes formées, accusées d'être les instigateurs de la contestation ». Jusqu'ici, le bureau du HCR au Rwanda dit ne pas être au courant de ce qui se passe dans ces sites depuis quatre jours. La police du Rwanda a confirmé l'arrestation de 33 réfugiés burundais pour incitation de leurs compagnons à rejeter l'assistance fournie par le HCR, dans un tweet publié dans la nuit de mercredi à jeudi. Elle précise qu'il s'agit d'un acte qui a mis en danger la vie d'autres réfugiés et qui est punissable par la loi.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});